



OPERATION LE COCON

(Impasse Aloé Passamainty- Commune de MAMOUDZOU)

CONSTRUCTION DE 10 LLS

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE ACTE D'ENGAGEMENT

MAITRE D'OUVRAGE :

La Société Immobilière de Mayotte (SIM), Société Anonyme d'Economie Mixte, au capital de 9 601 200 €, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Mamoudzou sous le numéro 094130101, sise Place Zakia MADI, B.P. 91, 97 600 Mamoudzou - Mayotte, représentée par son Directeur Général, Ahmed Ali MONDROHA et désigné dans les documents du marché sous la dénomination : le « maître d'ouvrage », le « MO », la « société », ou la « SIM ».

Objet du marché :

Exercice du rôle de maître d'œuvre pour la réalisation de l'opération « **LE COCON** », le projet se situe dans le Village de Passamainty, Commune de Mamoudzou.

Procédure de passation : la consultation s'effectue dans le cadre d'une procédure formalisée et conformément aux dispositions du décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique (art R.2161-2 à R.2161-5 CCP)

Programme : Il s'agit d'un projet de construction neuve de 10 Logements Locatifs sociaux.

Organisme chargé des paiements auquel doivent être notifiées les cessions de créances ou nantissements : SIM

La notification du présent marché se fera par un ordre de service.

Durée du marché : 6 mois pour les études et 15 mois pour les travaux

Le présent acte d'engagement complète et précise les clauses du Cahier des Clauses Administratives Particulières ci-joint.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT	2
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE	4
2.1 Caractéristiques principales et conditions d'exécution	4
2.2 Contrôle technique	4
2.4 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	4
2.5 Mode d'attribution du marché travaux	4
2.6 Durée du marché	4
ARTICLE 3 - MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE – DELAIS D'EXECUTION	5
3.1 Domaine	5
3.2 Mission confiée au Maître d'œuvre	5
3.3 Etudes d'exécution	6
3.4 Délai d'établissement des documents à remettre par le maître d'œuvre et de remise de la proposition de réception du maître d'œuvre	6
3.5 Execution des travaux	6
3.6 Délai d'acceptation	8
3.7 Dossiers à fournir par le maître d'œuvre	8
ARTICLE 4 - ENGAGEMENT SUR LE COUT DES TRAVAUX	9
ARTICLE 5 - SEUILS DE TOLERANCE	9
ARTICLE 6 - MONTANT DES HONORAIRES	9
6.1 Montant forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre hors variante(s) imposée(s)	10
6.2 Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint le cas échéant	11
6.3 Conséquence financière de la non exécution d'une tranche optionnelle	12
6.4 Prise en compte de l'indemnisation	12
ARTICLE 7 – FORME DU PRIX	12
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 9 - AVANCE	13
ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES	13
10.1 Règlements	13
10.2 Délai de paiement	14
10.3 Mode de règlement	14
10.4 Retenue de garantie	14
ARTICLE 11 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT – DISPOSITIF DE VIGILANCE	15
ARTICLE 12 – Re-matérialisation des documents électroniques	15
ARTICLE 13 – APPROBATION du MARCHE	15

ARTICLE 1 - CONTRACTANT

Le soumissionnaire peut déposer son / ses offre(s) en tant que cocontractant unique OU en tant que membre d'un groupement, étant précisé qu'il ne peut être membre de plusieurs groupements.

Cocontractant unique :

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire "

M.

☐ agissant en mon nom personnel, domicilié à

☐ agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la Société :

Capital :

- Immatriculée à l'INSEE sous le n° :

* Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

Co-contractants (dans le cas de groupement) :

☐ en cas de groupement conjoint

☐ mandataire solidaire

☐ en cas de groupement solidaire

1er co-contractant (mandataire)

(cas d'une personne morale)

M.

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social à :

Forme de la société : capital :

- Immatriculée à l'INSEE sous le n° : {

Numéro SIRET : {

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : {

- Numéro d'identification au registre du commerce : {

(cas d'une personne physique)

agissant en mon nom personnel

M. agissant en mon nom personnel

domicilié à sous le n°

et immatriculé au RCS de { sous le n° {
et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par {

2ème co-contractant :

(cas d'une personne morale)

M.

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société : capital :

- Immatriculée à l'INSEE sous le n° : {

Numéro SIRET : {

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : {

- Numéro d'identification au registre du commerce : {

(cas d'une personne physique)

agissant en mon nom personnel

M. agissant en mon nom personnel

domicilié à sous le n° {

et immatriculé au RCS de { sous le n° {
et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par {

3ème co-contractant :

(cas d'une personne morale)

M.
agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société : capital :

- Immatriculée à l'INSEE sous le n° :

Numéro SIRET :

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

(cas d'une personne physique)

agissant en mon nom personnel

M. agissant en mon nom personnel

domicilié à :

et immatriculé au RCS de : sous le n° :

et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par :

M'engage (nous nous engageons) sans réserve, conformément aux documents repris ci-dessous, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le Pouvoir adjudicateur :

Par sécurité adresse électronique de secours de la personne qui vous remplace, ou celle de votre secrétariat :

Interdiction de soumissionner :

Le soumissionnaire individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique du 5 décembre 2018.

Afin d'attester que le soumissionnaire individuel, ou chaque membre du groupement n'est pas dans ce cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire des polices d'assurances garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

2.1 Caractéristiques principales et conditions d'exécution

Programme annexé au présent contrat.

2.2 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ou son représentant :

☐ ne sera pas assisté d'un contrôleur technique ;

☒ sera assisté d'un contrôleur technique agréé assurant la mission suivante : **En cours de désignation**

Au cas où un contrôleur technique serait désigné, le concepteur devra lui soumettre pour avis l'ensemble des dossiers d'études. Le concepteur devra obtenir l'avis favorable de celui-ci sur les dispositions techniques retenues, tant au niveau des études, que de l'exécution des travaux.

2.4 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Pendant la phase des études et travaux, le coordonnateur sera : **En cours de désignation**

2.5 Mode d'attribution du marché travaux

L'attribution du marché de travaux des travaux est prévue : en allotissement - marchés séparés.

2.6 Durée du marché

La durée du marché est la durée nécessaire à la réalisation de l'opération.

La maîtrise d'ouvrage a fixée la durée prévisionnelle des études à **6 mois et 15 mois** pour les travaux (dont 2 mois de période de préparation), à compter de la date fixée par l'ordre de service émis par le maître d'ouvrage qui prescrira de commencer les études.

Cette durée est prévisionnelle et ne pourra pas être avancée comme contractuelle en cas de retard quelconque. Le maître d'œuvre s'engage à suivre l'opération jusqu'à son terme, et ce quelque soit la durée réelle de l'opération.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des travaux réalisés dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAP.

Le marché ne sera pas reconduit.

Les délais partiels d'exécution de la prestation sont définis à l'article 4.3 ci-dessous.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des travaux réalisés dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAP.

Les délais partiels d'exécution de la prestation sont définis à l'article 3.4 ci-dessous.

Indemnité d'attente : Il ne sera pas fait application d'une indemnité d'attente

ARTICLE 3 - MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE – DELAIS D'EXECUTION

3.1 Domaine

- | | |
|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Bâtiment | <input type="checkbox"/> Réhabilitation |
| <input type="checkbox"/> Infrastructure (viabilisation) | <input checked="" type="checkbox"/> Neuf |

3.2 Mission confiée au Maître d'œuvre

BATIMENT

Les éléments relevant de la MISSION DE BASE sont marqués d'un " * "

(Nota : la mission de base peut évoluer en fonction du mode de consultation des entrepreneurs – Article 8 de la loi M.O.P.)

MISSION	ABREVIATION Bâtiment neuf
Esquisse*	ESQ*
Etudes d'avant-projet sommaire*	APS*
Etudes d'avant-projet définitif* (PC ou Déclaration préalable)	APD*
Etudes de projet DCE*	PRO*
Assistance à la passation des contrats de travaux*	ACT*
Visa*	VISA*
Direction de l'exécution des travaux*	DET*
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement *	AOR*

Eléments de mission complémentaire :

Option 1 : Simulations Thermo-Dynamique	STD
Option 2 : Ordonnancement pilotage de chantier	OPC
Option 3 : EXE Structure	VISA

3.3 Etudes d'exécution

Le maître d'œuvre :

☒ n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

Si l'entrepreneur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d'oeuvre et au visa du contrôle technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG travaux.

3.4 Délai d'établissement des documents à remettre par le maître d'œuvre et de remise de la proposition de réception du maître d'œuvre

Les délais contractuels d'exécution des documents d'études sont les suivants (le point de départ de chacun de ces délais est fixé dans le CCAP).

Elément	Délai en semaines	Point de départ du délai
ESQ		Notification du marché
Permis de construire initial		Remise de l'APS
APS		Réception par le maître d'œuvre de la décision de commencer les études d'APS
APD		Réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation d'APS
PRO		Notification de démarrage des études faisant suite à la validation de l'APD
ACT - Rapport d'analyse des candidatures - DCE - Rapport préalable d'analyse des offres et questions aux candidats - Rapport définitif d'analyse des offres		Ouverture des plis contenant les candidatures Réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation des études de projet Ouverture des plis contenant les offres Réception des réponses des candidats
VISA		Réception des documents communiqués par l'entreprise
DOE		Réception des documents communiqués par l'entreprise

3.5 Execution des travaux

Pour mieux contribuer à la qualité de réalisation des ouvrages, le maître d'œuvre (architecte et bureaux d'études) doit assurer une présence significative sur le chantier de collaborateurs de qualifications adaptées. Le maître d'œuvre indique par leurs qualifications les responsables « architecte » et « bureaux d'études » avec leurs temps de présence effectifs sur le chantier. Ces dispositions constituent une obligation minimale de moyens qui lie le maître d'œuvre.

Nombre minimum de jours par semaine pour les missions de base :

ARCHITECTE	INGENIEUR	TOTAL
Directeur de projet : j	Directeur de projet : j	j
Chef de projet : j	Directeur de travaux : j	j
Contrôle architectural : j	Conducteur de travaux: j	j
	Economiste : j	j
	Spécialiste CVC : j	j
	Spécialiste CFA/CFO : j	j
	Spécialiste Fluides : j	j

Le maître d'œuvre s'engage à augmenter, si nécessaire, les temps de présence en fonction des besoins du chantier.

Le délai du premier élément de mission à réaliser court à compter de la date fixée au chapitre 2.6 ci-dessus.

Le point de départ des autres éléments de mission est constitué par l'**acceptation expresse** par le maître d'ouvrage ou son représentant de l'élément de mission qui le précède compte tenu des délais d'acceptation fixés à l'article 3.5 ci-après ou de l'ordre de service de commencer la mission suivante. Ces dispositions sont applicables jusqu'à l'élément de mission ACT, phase "Etablissement du dossier de consultation".

Pour le rapport d'analyse des offres et la mise au point des contrats de travaux, le délai court à compter de l'OS ou par dérogation au CCAG par email prescrivant l'ordre de les réaliser.

Pour les missions EXE et VISA, les délais courent à compter de la date de remise des documents par les entreprises.

3.6 Délai d'acceptation

L'acceptation se fait en deux temps :

- une première acceptation par la maîtrise d'ouvrage, sur les aspects programmatiques, financiers, esthétiques, architecturaux, etc... En cas de réserves, avis défavorable ou suspendu de la maîtrise d'ouvrage sur tout ou partie des éléments soumis à son avis, le maître d'œuvre devra fournir un dossier corrigé sous 5 jours suite à la réception de l'information.
- Les documents sont ensuite soumis pour avis au contrôleur technique et au CSPS. Le concepteur devra obtenir l'avis favorable du contrôleur et du CSPS sur les dispositions techniques et les principes retenus, tant au niveau des études, que de l'exécution des travaux. En cas de réserves, avis défavorable ou suspendu du contrôleur technique ou du CSPS sur tout ou partie des éléments soumis à son avis, le maître d'œuvre devra fournir un dossier corrigé sous 5 jours suite à la réception de l'information. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au maître d'œuvre soit de corriger son dossier, soit d'intégrer les modifications demandées dans la phase ultérieure.

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage procédera à l'acceptation des documents d'études est fixé, à compter de leur réception par le maître d'ouvrage, à :

- 1 semaine pour l'esquisse,
- 2 semaines pour les études d'avant projet sommaire,
- 2 semaines pour les études d'avant projet définitif,
- 2 semaines pour les études de projet,
- 1 semaine pour les études d'exécution (le cas échéant),
- 2 semaines pour les dossiers de consultation des entreprises.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut refus du document d'étude.

3.7 Dossiers à fournir par le maître d'œuvre

Les documents à fournir par le maître d'œuvre, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, sont remis par celui-ci au maître d'ouvrage pour vérification et réception sous forme de tirages papier pliés au format A4. Le tableau ci-dessous précise le nombre de tirages à fournir :

ESQ	
Permis de construire	
APS	
APD	
PRO/DCE	
DOE	

* dont un exemplaire reproductible.

Une version informatique de chaque dossier est fournie au maître d'ouvrage. Les plans sont fournis sous format Autocad, les pièces écrites en Word et Excel.

La dernière version approuvée sera déposée sur le système d'information du projet.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

En cas de remise de documents jugés incomplets par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir un nouveau dossier complet dans le même nombre d'exemplaires que celui exigé initialement.

obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants (*texte à adapter selon les circonstances*) :

- standard .zip
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - Rich Text Format .rtf
 - .doc, docx ou .xls, xlsx ou .ppt, pptx
 - le cas échéant, le format DWF
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif
- Le maître d'œuvre est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.
 - En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le maître d'œuvre devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5.jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au maître d'œuvre de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT SUR LE COUT DES TRAVAUX

☐ **Le coût prévisionnel n'est pas connu**

- Estimation des travaux fixée par le maître d'ouvrage est de (montant HT) :
1 406 697.00 € HT y Compris VRD

Mois d'établissement de l'estimation : mai 2023

L'article 10.1 du CCAP détermine l'engagement du maître d'œuvre au respect de cette estimation.

- L'engagement du maître d'œuvre de respecter le coût prévisionnel des travaux sera arrêté :

☐ **Pour un ouvrage de bâtiment (bâtiment neuf et réutilisation/réhabilitation) :**

☐ à la remise de l'APS

☒ à la remise de l'APD

☐ **Le coût prévisionnel est connu**

ARTICLE 5 - SEUILS DE TOLERANCE

Les seuils de tolérance sont fixés aux articles 10.2 et 10.3 du CCAP.

ARTICLE 6 - MONTANT DES HONORAIRES

(Le candidat remplit un acte d'engagement pour chaque variante et donne les précisions ci-dessous)

Cet acte d'engagement :

☐ correspond à la solution de base

☐ correspond à la variante libre suivante :

6.1 Montant forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre hors variante(s) imposée(s) :

Montant exprimé en euros :

Total HT :

Ce montant est provisoire :

La rémunération définitive du maître d'œuvre sera arrêtée par voie de modification du marché public (ancienne dénomination avenant) au plus tard au moment de l'engagement sur le coût des travaux, défini à l'article 4 ci-dessus.

Cette modification du marché public interviendra en application de l'article 139 1° du décret du 25 mars 2016.

La négociation de la modification du marché public (« avenant ») arrêtant le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre tient compte de l'évolution de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux.

Lorsque la rémunération définitive du maître d'œuvre est arrêtée au stade des avants-projets, la négociation de la modification du marché public (« avenant ») fixant la rémunération définitive intègre les conséquences liées aux évolutions éventuelles du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément à l'article 2.I de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985.

Versement de la rémunération du mandataire du groupement :

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

6.2 Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint le cas échéant

POUR UN OUVRAGE DE BATIMENT

Missions Bâtiment	Abréviation	%	Montant HT		Répartition (Groupement conjoint)					
					Cotraitant 1		Cotraitant 2		Cotraitant 3	
			Partiel	Cumulé	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Etudes d'esquisse	ESQ									
Permis de construire	PC									
Etudes d'avant-projet sommaire	APS									
Etudes d'avant-projet définitif	APD									
Etudes de projet/Dossier de consultation des entreprises	PRO/DCE									
Assistance à la passation des contrats de travaux	ACT									
Visa	VISA									
Direction de l'exécution des travaux	DET									
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR									
TOTAL A										
Mission complémentaire : OPC	OPC									
Mission complémentaire : STD	STD									
Mission complémentaire : EXE Structure	VISA									
TOTAL B										
TOTAL A+B										

6.3 Conséquence financière de la non exécution d'une tranche optionnelle

Sans objet

6.4 Prise en compte de l'indemnisation

Sans objet

ARTICLE 7 – FORME DU PRIX

Les conditions de variation de prix sont définies à l'article 4 du CCAP.

☒ Le marché est passé à prix ferme actualisable,

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois (mo) de la date limite de remise des offres (DLRO).

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

Les prestataires, mandataires et cotraitants tiendront compte des sommes qu'ils auront reçues au titre de l'indemnisation pour déterminer les prestations et sommes susceptibles d'être sous-traitées.

- Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement et les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les déclarations de sous-traitance de chacun des sous-traitants ([DC4](#) version 2018). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

☐ **Cas d'une entreprise unique :**

Nature de la prestation (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT.
	TOTAL =	

☐ **Cas d'un groupement :**

Nature de la prestation (*) et cotraitant concerné	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
1 ^{er} cotraitant :
2 ^{ème} cotraitant :
3 ^{ème} cotraitant :
..... :

Limite à la sous-traitance :

Les prestations suivantes devront obligatoirement être réalisées par le titulaire du marché ou l'un des membres du groupement et ne pourront en aucun cas faire l'objet de sous-traitance :

.....
.....

ARTICLE 9 - AVANCE

Aux conditions de l'article 5 du CCAP.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES

10.1 Règlements

☐ **Cas d'un titulaire unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par :

- ☐ virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ **Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché par :

- ☐ virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB). »
☐ virement sur un compte commun ouvert au nom du groupement solidaire (joindre un RIB)

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ **Cas d'un groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché, selon la répartition définie à l'article 6.2 ci-dessus par :

- ☐ virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
---------------------------	----------------------

Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

☐ **Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessous par :

☐ virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRESTATIONS CONCERNEES PRIX TTC	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		

10.2 Délai de paiement

- **Le délai maximum de paiement des avances** est de 60 jours, à compter de la demande du titulaire dans les conditions fixées à l'article 6 du CCAP.
- **Le délai de paiement des acomptes** est de 60 jours, à compter de la date d'émission de l'acompte par le maître d'œuvre.
- **Le délai maximum de paiement du solde** est de 60 jours, à compter de la date d'émission de l'acompte général et définitif par le maître d'ouvrage.
- Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 6.4 du CCAP.

10.3 Mode de règlement

Le traitement automatisé de règlement des factures s'effectue 2 fois par mois. Le règlement se fait par virement bancaire sur le compte du bénéficiaire. Ce dernier doit fournir les éléments permettant de s'assurer que le virement se fasse dans les délais prévus.

10.4 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

ARTICLE 11 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT – DISPOSITIF DE VIGILANCE

En complément des pièces à fournir au stade de l'attribution reprises au règlement de consultation, les cocontractants, co-traitants et sous-traitants s'engagent à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 et 8 et D8254-2 à 5 du code du travail conformément au Dispositif de vigilance.

A défaut le marché sera résilié dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAP.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du marché.

ARTICLE 12 – RE-MATERIALISATION DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES

Dans le cas d'une remise de candidature et/ou offres sous forme électronique :

La mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure s'arrête au niveau du choix de l'attributaire. Par conséquent, les documents électroniques seront matérialisés en documents papiers préalablement à la conclusion du marché. Sur invitation du pouvoir adjudicateur lors de l'envoi des lettres d'information en e-LRAR, le candidat concerné sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents matérialisés suivants :

- le présent acte d'engagement ;
- La/les déclaration(s) de sous-traitances ([DC4](#))

(Fait en 1 seul exemplaire original (signature au plus tard au moment de l'attribution))

A le

Mentions(s) manuscrites(s)
"lu et approuvé"

Signature(s) du représentant légal
de l'entreprise

Nom :

ARTICLE 13 – APPROBATION DU MARCHÉ

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le présent marché se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessous à la somme de :

Montant HT :

Montant HT (en lettres) :

Les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées à la déclaration du sous-traitance (DC4 version 2018).

A le

Le pouvoir adjudicateur

Signature :